

PERCEPTIONS ET OPINIONS DES FRANÇAIS SUR LES DROGUES EN 2018

Pour la cinquième fois en 20 ans, une enquête de l'OFDT analyse les représentations des Français sur les drogues et les politiques publiques

Fin 2018, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) a mené le cinquième exercice de l'Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (EROPP)¹ auprès d'un échantillon de 2 001 personnes, représentatif de la population âgée de 18 à 75 ans. Les personnes interrogées ont été questionnées à propos des drogues licites et illicites, des usagers de ces substances et des politiques les concernant.

Qu'il s'agisse d'alcool, de tabac, de cannabis, de cocaïne ou d'héroïne, EROPP permet de mesurer l'évolution des opinions au cours des deux dernières décennies. Cette approche complète les enquêtes sur les niveaux d'usage des différentes substances. Comme lors des éditions précédentes, on observe que les opinions sont fortement liées à certaines variables sociodémographiques mais surtout à la proximité des répondants avec les substances évoquées et au fait de les avoir essayées.

Les résultats, détaillés dans le numéro 131 de la publication *Tendances*², sont ici résumés selon les principaux produits étudiés.

➤ *Alcool et tabac : modifications sensibles des représentations*

Seules 24 % et 22 % des personnes interrogées citent spontanément l'alcool et le tabac comme des « drogues ». Ces chiffres ont peu varié en 20 ans (21 % pour chaque produit en 1999). Pour autant, les Français interrogés semblent mieux informés des dommages sanitaires liés à ces consommations. Ils sont deux tiers (65 %) à considérer que l'abus d'alcool pose plus de problèmes à la société que l'usage de drogues illicites et plus de la moitié (55 %) le pensent à propos du tabagisme. En outre, s'agissant des seuils de dangerosité, une personne sur deux (49 %) estime que l'expérimentation ou la consommation occasionnelle de tabac constituent déjà des usages dommageables pour la santé (elles étaient 22 % en 1999). Dans une moindre mesure, cette évolution s'observe aussi pour l'alcool : en 2018, 21 % (contre 7 % en 1999, soit 3 fois moins) des personnes interrogées jugent que la simple expérimentation ou la consommation occasionnelle d'alcool sont dangereuses.

Les représentations des produits et des comportements semblent donc s'être modifiées au cours des deux dernières décennies, singulièrement pour le tabac. Fin 2018, 54 % des personnes interrogées pensent que l'on est bien moins accepté quand on est fumeur et 28 % sont tout à fait ou plutôt d'accord avec l'opinion selon laquelle « on peut arriver à ce que personne ne fume de tabac ».

Le chiffre équivalent n'est que de 17 % pour l'alcool mais la place du produit dans l'espace public semble elle aussi discutée. L'enquête révèle ainsi que 65 % des personnes interrogées sont d'accord avec une interdiction totale de la publicité pour l'alcool et que 61 % seraient aussi partisans de restreindre la vente des boissons alcoolisées à des boutiques spécialisées.

➤ *Cannabis : évolution des opinions et maintien des clivages*

Le cannabis n'est pas seulement le produit illicite le plus consommé en France : plus encore qu'en 1999, la substance est en 2018 la première spontanément citée comme « drogue » par les répondants (88 % vs 77 %). Un peu moins de la moitié des enquêtés (48 %) estiment désormais que son usage est

¹ Après les enquêtes de 1999, 2002, 2008 et 2013

² Stanislas Spilka, Olivier Le Nézet, Eric Janssen, Alex Brissot, Antoine Philippon, Sandra Chyderiotis « Drogues : perceptions des produits, des politiques publiques et des usagers », *Tendances* n°131, OFDT, 2019, 8 p.
<https://www.ofdt.fr/index.php?cID=1092>

dangereux dès la première fois (54 % en 1999), cette opinion étant fortement liée au fait d'avoir déjà expérimenté ou non une substance illicite.

Les représentations à propos des usagers montrent que 50 % des personnes interrogées jugent les consommateurs du produit dangereux pour leur entourage et que 40 % sont d'accord avec l'idée qu'ils cherchent à entraîner les jeunes. En même temps, les répondants sont 58 % à estimer que cet usage puisse correspondre à un choix de vie.

Cette ambivalence dans les appréciations se retrouve à propos des politiques publiques et de la question de la légalisation du cannabis. Alors que 45 % des enquêtés sont tout à fait ou plutôt d'accord avec ce principe, ce chiffre atteint 66 % chez les expérimentateurs du produit et 94 % chez ceux qui en ont consommé au cours du dernier mois. Les personnes interrogées sont par ailleurs 38 % à se déclarer partisans d'une mise en vente libre comme pour l'alcool ou le tabac : si leur part demeure minoritaire dans l'échantillon interrogé, elle a nettement progressé (23 % en 2013). Enfin, l'enquête EROPP incluait une question sur l'utilisation du cannabis à des fins médicales, une hypothèse qui est approuvée par 91 % des répondants.

Afin de résumer la grande diversité des avis à propos des usagers de cannabis et des mesures législatives, EROPP propose une synthèse des opinions autour de cinq classes de répondants :

- Les « répressifs » (7 %), radicalement opposés à tout assouplissement législatif et à l'usage de cannabis à des fins médicales.
- Les « conservateurs » (34 %), favorables à une réponse pénale ciblant les consommateurs, hormis la peine de prison et plébiscitant l'usage de cannabis à des fins médicales.
- Les « modérés » (24 %), pour le maintien d'un cadre pénal mais privilégiant le développement de l'approche médico-sociale.
- Les « réformateurs prudents » (22 %), pour la légalisation et contre les sanctions à l'encontre des usagers simples mais considérant le produit comme potentiellement dangereux.
- Les « pro-légalisation sans compromis » (12 %), opposés à toute disposition pénale et souhaitant une légalisation totale.

➤ *Face aux dangers perçus de l'héroïne et de la cocaïne, large adhésion aux politiques de réduction des risques et des dommages*

Spontanément citées comme « drogue » par respectivement 50 % et 68 % de la population interrogée, l'héroïne et la cocaïne sont également jugées très dangereuses dès le premier usage. Plus de huit personnes sur dix (84 %) le disent à propos de l'héroïne et 77 % pour la cocaïne. Ces niveaux sont un peu en deçà de ceux de 1999. Néanmoins, 8 enquêtés sur 10 (respectivement 84 % et 82 %) continuent d'estimer que les usagers d'héroïne et de cocaïne sont dangereux pour leur entourage, une proportion stable depuis 2008.

Les avis sur les usagers montrent aussi que, selon 56 % des répondants, les personnes qui consomment de l'héroïne sont malades et 47 % le pensent des usagers de cocaïne.

En écho à cette dimension sanitaire, 9 personnes sur 10 (93 %) expriment leur adhésion au principe de l'obligation de soins pour les consommateurs. Enfin les mesures de politique de réduction des risques sont largement approuvées. Au total, 82 % des répondants considèrent comme une bonne chose la mise à disposition de matériel stérile et de seringues pour les usagers injecteurs alors que 80 % des personnes interrogées estiment que les salles de consommation à moindre risque sont une bonne voire une très bonne chose.

Contact presse : Julie-Emilie Adès - Tél : 01 41 62 77 46 - Email : julie-emilie.ades@ofdt.fr @OFDT